

Le monde se dirige «les yeux grands ouverts» vers «une guerre plus large», craint le chef de l'ONU



Turquie et Syrie: course contre le temps et le froid pour aider les rescapés

Page 3

Maneesh Gobin réitère l'engagement du gouvernement à sauvegarder la biodiversité de Maurice



France

Réforme des retraites : «Il arrive parfois que la rue gouverne»



Ukraine: la Norvège envisage une aide de 6,8 milliards d'euros sur cinq ans



Football



Manchester United : La police abandonne les poursuites contre Mason Greenwood pour tentative de viol

Page 7



Jesse Marsch est congédié de son poste d'entraîneur-chef de Leeds après une année

Page 8

A la télé aujourd'hui



07.00 Local Prod: Profil
07.40 Local: Priorite Sante
08.00 Local Prod: Rodrig
09.30 Local: Tous Egaux
10.05 Local: La Societe
11.35 Tele: Rubi
12.00 Le Journal
12.25 Local: Autour Des Valeurs...
12.30 Tele: Fierce Angel
13.20 Local: Les Klips
14.07 Local: Priorite Sante

14.37 D.Anime: Briko
14.44 D.Anime: Cat & Keet
15.54 D.Anime: Harvey Girls For...
17.30 Serial: Backstage
18.00 Live: Samachar
18.30 Other: Radha Krishna
19.00 Local: Planet Bollywood
19.30 Journal & La Meteo
20.30 MBC Production
21.25 Morisien Konn Ou La Sante
22.20 Film: Chatter



07.00 DDI Live
10.00 Suhani Si Ek Ladki
12.00 Film: Be-Reham
14.30 DDI Magazine
15.00 Live: Samachar
15.23 Saare Tujhyachsathi
15.49 Bommarillu
16.15 Sondha Bandham
16.26 Serial: Ishq Zahe Naseeb
16.53 Saaton Vachanwa

Saath...
17.18 Bhakharwadi
17.31 Serial: Kulvadh
18.00 Serial: Oh! My Sweet Liar!
18.30 Local: DDI Magazine
19.00 Journal Kreol
19.30 Serial: Radha Krishna
19.59 Programme In Marathi
20.26 Chinese Local Prod
20.52 Film: Chinese Film
22.52 DDI Live



06.00 Mag: Rev: Global Auto...
06.29 Mag: Healthy Living
07.31 Mag: Check In
08.00 Doc: La Route De La Soie
09.00 Mag: Euromaxx
10.36 Doc: Europe Revealed
17.26 Mag: Vous et Nous
17.56 Mag: Motorweek
18.26 Mag: Vous Et Nous

19.00 Student Support Prog...
19.30 Mag: The Inside Story
20.30 Local: News (English)
20.50 Doc: Fine Arts Sculptures
21.38 Mag: Saladeria
22.25 Mag: Business Africa
22.51 Doc: Smoothie Mania
00.05 Mag: Motorweek
00.31 Mag: Vous Et Nous
01.05 Mag: Arts.21
01.31 Mag: The Inside Story
02.23 Doc: Fine Arts Sculptures



01.27 Film: Borrowed Time
03.16 Serial: Anomalia
03.58 Film: The Dark Beginnings...
05.15 Tele: Tour De Babel
06.11 Serial: Riviera
06.53 Film: Borrowed Time
08.45 L'Incroyable Hulk
10.22 Tele: Fierce Angel
11.05 Serial: Anomalia
12.05 Film: The Dark

Beginnings...
13.30 Tele: Tour De Babel
14.36 Film: Borrowed Time
16.33 L'Incroyable Hulk
17.15 Serial: Riviera
18.05 Tele: La Beaute Du Diable
19.00 Tele: Fierce Angel
19.37 Serial: Malory Towers
20.05 Tele: L'Envers Du Paradis
20.30 Seiral: Madam Secretary
21.15 Film: How I Met Your Murderer



07.08 Film: Raghuveer Starring: Suniel Shetty, Shilpa....
11.35 / 20.06 -Radha Krishna
12.00 / 20.26 - Anupamaa
12.29 / 20.02 - Mere Sai
13.02 / 20.46 - Kismat Ki Lakiron Se
13.37 / 21.09 - Yeh Teri Galiyan

14.00 / 21.50 - Patiala Babes
14.25 / 22.15 - 100 Years Of Indian Cinema
15.30 Film: Zamane Se Kya Darna Starring: Sanjay Dutt, Raveena Tandon...
18.00 Live: Samachar
18.30 Kundali Bhagya
19.00 Udaariyaan
19.30 Kuch Rang Pyar Ke Aise..
20.00 Sasural Simar Ka 2
20.30 Radha Krishna

Le pape estime que ses opposants ont «exploité» la mort de son prédécesseur

Le pape François a estimé dimanche que certains opposants au sein de l'Église catholique ont «exploité» la mort de son prédécesseur Benoît XVI pour critiquer son propre pontificat.

Benoît XVI avait quitté sa fonction de pape en 2013, mais jusqu'à sa mort le 31 janvier, à 95 ans, il est resté une figure de proue pour l'aile conservatrice de l'Église, qui juge le pape François trop progressiste.

Ce dernier, parlant à la presse dans l'avion qui le ramenait du Soudan du Sud, a rejeté «certaines histoires qui se racontent, selon lesquelles Benoît XVI était amer à cause de l'action du nouveau pape».

«En effet, j'ai consulté Benoît pour certaines décisions à prendre. Et il a accepté. Il était d'accord. Je crois que la mort de Benoît XVI a été instrumentalisée par des personnes qui veulent apporter de l'eau à leur propre moulin», a déclaré François.

«Et ceux qui instrumentalisent une personne si bonne, un tel homme de Dieu, je dirais presque un Saint-Père de l'Église, sont des personnes sans éthique, qui agissent à des fins partisans, et non des gens d'Église», a-t-il accusé.



«Je voulais donner cette précision sur la personnalité du pape Benoît. Ce n'était pas une personne aigrie», selon François.

Il n'a nommé personne, mais le plus proche collaborateur de Benoît XVI, Georg Ganswein, a publié des mémoires après le décès de ce dernier où il raconte des tensions entre l'ex-pape et François.

M. Ganswein affirme notamment que le pape argentin avait «brisé le cœur» de son prédécesseur en limitant le recours au latin que lui-même avait développé.

France/Habillement

Pimkie, Kookai, Camaïeu... Pourquoi les enseignes françaises de prêt-à-porter sont-elles en difficulté?

Le secteur de l'habillement est en crise depuis plusieurs années et certaines enseignes françaises, en particulier, n'ont pas su réagir assez tôt. Kookai a annoncé, le 1er février, se trouver en redressement judiciaire en raison des "difficultés économiques que rencontre le secteur du prêt-à-porter en Europe, que la crise du Covid-19 n'a fait qu'accentuer". L'enseigne Pimkie, fondée en 1971, qui connaît des difficultés depuis plus d'une décennie, est quant à elle sur le point d'être cédée par l'association familiale Mulliez (AFM) à un consortium alliant Lee Cooper France, Kindy et Ibisler Tekstil, un rachat qui pourrait entraîner la suppression d'environ 500 postes.

Dans les années 2000, ces enseignes françaises se démarquaient par leurs prix abordables. Mais aujourd'hui, pour payer moins cher, ce sont les sites Internet qui ont la cote. Selon une étude publiée par l'Institut français de la Mode (l'IFM) et le panéliste Kantar en mai dernier, un cinquième des ventes de vêtements en 2021 s'est fait en ligne, contre seulement 6% en 2009.

Ce n'est pas la seule raison de leur déclin, affirme Gildas Minvielle, directeur de l'observatoire économique de l'IFM, que nous avons interrogé sur l'état actuel du marché.

Être plus attractif que les autres

Pourquoi ces enseignes françaises périssent, là où des marques comme H&M ou Zara continuent à tirer leur épingle du jeu ?

Même H&M et Zara ont eu des difficultés et ne sont plus aussi porteurs qu'à une certaine époque. Il y a un marché en France qui, depuis 2007-2008, est arrivé à maturité. Notamment parce que la croissance n'est plus aussi soutenue qu'avant. Il y a peut-être eu aussi des erreurs stratégiques qui sont propres à chacun, mais je crois surtout que c'est la conjonction de plusieurs éléments.



Premier point, ce sont plutôt des chaînes françaises historiques, qui ont déjà plusieurs dizaines d'années d'ancienneté, et je pense que la pérennité est difficile dans un secteur comme la mode où ce qui compte beaucoup, c'est de se renouveler. Celles qui restent - c'est une sorte de sélection naturelle parmi les marques - sont les meilleures. Car aujourd'hui, quand on est une enseigne de mode, si on veut continuer à exister, il faut être plus attractif que les autres.

Après, énormément de nouveaux acteurs sont venus les concurrencer, comme Primark ou Shein. Ces nouvelles enseignes cassent les prix avec des méthodes de production qui soulèvent des questions, mais qui ont recours aux réseaux sociaux et aux influenceuses, ce qui fonctionne auprès des consommateurs. Or cela n'est pas dans la culture des chaînes historiques.

Justement, on dit que ces entreprises, comme Kookai ou Pimkie sont restées sur des schémas de vente plus classique, délaissant par exemple l'e-commerce, qu'en pensez-vous ?

Il est vrai qu'aux alentours de 2015, quand il y a eu les premières difficultés du groupe d'habillement et de chaussures Vivarte, avec notamment la vente d'André et de Naf Naf, et la fermeture de nombreux magasins La Halle, ces chaînes ont fait de mauvais choix. Elles ont décidé de compenser le recul de leur chiffre d'affaires en

augmentant le nombre de leurs points de vente, mais du coup, elles ont ouvert trop de magasins. Résultat, il y a eu trop d'acteurs dans cette catégorie du milieu de gamme. Parallèlement, durant cette période, l'e-commerce s'est beaucoup développé (c'est presque 20% du marché aujourd'hui) et ce potentiel n'a pas été exploité.

Ainsi, ceux qui ont bien traversé la crise du Covid sont ceux qui étaient bien préparés à la vente à distance. Ceux-là ont pu profiter du rebond en 2020. Ce n'est pas la seule raison des difficultés des enseignes historiques, mais c'est un élément déterminant.

L'autre tendance lourde n'est-elle pas la montée en puissance de la seconde main ?

Qui aurait pu penser en effet que la seconde main puisse prendre une ampleur pareille ? Plusieurs choses expliquent ce nouveau mode de consommation. Il y a d'abord la montée en puissance des enjeux environnementaux. C'est un phénomène de société bien implanté aujourd'hui. On est dans le moins et le mieux. Puis, il y a le prix, premier moteur dans l'acte d'achat, surtout dans un contexte de baisse du pouvoir d'achat et d'augmentation des dépenses contraintes. La seconde main permet ainsi d'acheter des produits de marques pour beaucoup moins chers. Cela a complètement siphonné l'industrie de l'habillement. Ce nouveau marché est aujourd'hui estimé à 6 milliards d'euros. Comparé au marché global du neuf (habillement, chaussures et maroquinerie), qui représente 45 milliards d'euros, ce n'est pas rien. Surtout, la seconde main est un marché en pleine expansion puisqu'il n'était que de 1 milliard d'euros autour de 2018. Enfin, contrairement au marché traditionnel, la crise sanitaire n'a pas contribué à le faire baisser, bien au contraire.

Maneesh Gobin réitère l'engagement du Gouvernement à sauvegarder la biodiversité de Maurice

« Le gouvernement s'est engagé à assurer la préservation et la restauration de la biodiversité de la République de Maurice, y compris les zones humides et les oiseaux migrateurs ». L'Attorney General, ministre de l'Agro-industrie et de la Sécurité alimentaire, M. Maneesh Gobin, a fait cette déclaration, lors de la cérémonie d'ouverture de l'atelier de formation des formateurs des PEID de l'Accord sur les oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie (AEWA) à l'hôtel Gold Crest, à Quatre Bornes.

L'événement a marqué les célébrations de la Journée mondiale des zones humides 2023 et de la Journée mondiale des oiseaux migrateurs 2023. Le ministre a également procédé au lancement d'une affiche sur la Journée mondiale des zones humides à cette occasion.

La Coordinatrice résidente des Nations Unies pour Maurice et les Seychelles, Mme Lisa Singh ; le directeur général du ministère de l'agro-industrie et de la sécurité alimentaire, M. Medha Gunpath ; le directeur du Service des parcs nationaux et de la conservation, M. Kevin Ruhomaun ; la Coordinatrice de l'Initiative africaine de l'AEWA, Mme Evelyn Moloko ; le Conseiller principal (Afrique), Convention de Ramsar, M. Z. Njisu ; et d'autres personnalités, étaient présents. Des présentations sur l'AEWA et sur la Convention de Ramsar sur les zones humides ont également été faites par les personnes ressources au cours de l'événement.

Dans son allocution, le ministre Gobin a souligné l'importance de l'AEWA ainsi que sa pertinence pour Maurice et également pour les pays voisins où les zones humides accueillent chaque année des oiseaux migrateurs en provenance de régions éloignées.

L'AEWA, a-t-il rappelé, est un traité intergouvernemental élaboré dans le cadre de la Convention sur les espèces migratrices et se consacre à la conservation des oiseaux d'eau migrateurs qui migrent le long de la voie de migration Afrique-Eurasie. L'Accord couvre 255 espèces d'oiseaux écologiquement dépendantes des zones humides pendant au moins une partie de leur cycle annuel, notamment les échassiers, les cormorans, les cigognes, les oies et les oiseaux tropicaux, a-t-il indiqué.

Au total, 82 pays et l'Union européenne ont signé le traité environnemental, qui couvre 119 pays d'Afrique, d'Europe, du Moyen-Orient, d'Asie centrale, du Groenland et de l'archipel canadien, a-t-il également souligné.

Parlant des zones humides estuariennes, le ministre a fait remarquer qu'à Maurice, il n'y a pas seulement le sanc-



taire d'oiseaux de l'estuaire de Rivulet Terre Rouge, mais aussi Bras d'Eau et l'Île d'Ambre qui sont bien connus pour les zones humides. Il a annoncé que deux autres sites dans le pays seront proclamés zones humides dans les prochains mois afin de donner un statut spécial à ces zones et de protéger ces zones humides pour le bien de notre biodiversité. Il est également crucial de protéger d'autres sites situés sur le territoire de la République de Maurice qui sont en voie de disparition, notamment à St Brandon et dans l'archipel des Chagos, a-t-il souligné.

Atelier de formation

Quelque 25 participants, dont des experts techniques des six petits États insulaires en développement d'Afrique, à savoir Cabo Verde, Comores, Guinée-Bissau, Maurice (y compris Rodrigues), São Tomé et Príncipe, Seychelles, Madagascar, La Réunion et Mayotte ainsi que certaines espèces sauvages pertinentes des institutions de formation à vocation régionale dans les pays cibles, participent à l'Atelier qui se tient du 06 au 10 février 2023 à Maurice.

L'objectif est d'améliorer les connaissances et la compréhension des participants sur l'approche des voies de migration pour la conservation et l'utilisation durable des oiseaux d'eau et des zones humides, ainsi que d'assurer

une approche durable de la formation.

Journée mondiale des zones humides

La Journée mondiale des zones humides est célébrée chaque année le 02 février pour sensibiliser le public aux zones humides. Cette journée marque également l'anniversaire de la Convention sur les zones humides, qui a été adoptée en tant que traité international en 1971. Les zones humides sont des écosystèmes d'une importance cruciale qui contribuent à la biodiversité, à l'atténuation et à l'adaptation au climat, à la disponibilité de l'eau douce, aux économies mondiales et plus encore. Malheureusement, nous perdons les zones humides trois fois plus vite que les forêts.

Journée mondiale des oiseaux migrateurs (JMOM)

La JMOM est une campagne annuelle de sensibilisation soulignant la nécessité de la conservation des oiseaux migrateurs et de leurs habitats. Il a une portée mondiale et est un outil efficace pour aider à sensibiliser le monde aux menaces auxquelles sont confrontés les oiseaux migrateurs, à leur importance écologique et à la nécessité d'une coopération internationale pour les conserver.

Le Premier ministre réitère l'importance de pratiquer une activité physique et de maintenir un mode de vie sain

Le Premier ministre, M. Pravind Kumar Jugnauth, a réitéré l'importance de pratiquer des activités physiques et sportives régulières pour maintenir un mode de vie actif et rester en bonne santé.

Il s'exprimait, lors de l'inauguration d'un Complexe Sportif à Marie Reine de la Paix, une initiative du Conseil Municipal de Port-Louis. Le Vice-Premier ministre, ministre des Collectivités Locales et de la Gestion des Risques de Catastrophes, Dr Mohammad Anwar Husnoo, le Lord Maire de Port Louis, Mr Mahfooz Moussa Cader Saib, et plusieurs personnalités étaient présents.

Le complexe sportif, construit à hauteur de quelque Rs 4,2 millions, comprend une enceinte dédiée au Futsal, au Volleyball et au Handball ainsi qu'un coin salon pour les spectateurs.

Dans son allocution, le Premier ministre s'est appesanti sur la politique nationale du sport et de l'activité physique qui vise à favoriser une culture sportive et à promouvoir la pratique d'activités physiques régulières auprès de la population. La campagne pour les activités sportives est une priorité pour le gouvernement, a-t-il dit, ajoutant qu'il est grand temps que les citoyens comprennent l'importance d'être physiquement actif.



Le gouvernement, a-t-il souligné, investit massivement dans le développement des sports et des infrastructures dans différentes localités de l'île afin de faciliter l'accès aux activités et équipements sportifs. Il s'est exprimé sur différents projets qui sont mis en œuvre dans la région de Port-Louis pour assurer le bien-être et le

bien-être des habitants.

Le Premier ministre a mentionné qu'un autre développement majeur, une arène sportive comprenant un court de squash, des courts de badminton, une salle de sport et un amphithéâtre d'un montant de Rs 151 millions, sera construit près du centre communautaire Dr Idriss Goomany à Port Louis.

Parlant d'autres initiatives, il a observé que plusieurs terrains de football et de futsal sont en cours de rénovation avec un éclairage adéquat pour répondre aux besoins des travailleurs.

Concernant les chutes de pierres de la Montagne des Signaux, M. Jugnauth a indiqué que l'assistance d'un expert réunionnais est sollicitée par le ministère de l'Environnement, de la Gestion des Déchets Solides et du Changement Climatique, pour traiter le problème et assurer la sécurité des citoyens.

Le gouvernement, a-t-il souligné, fait tout ce qui est en son pouvoir pour encourager la population à pratiquer une activité physique et à profiter des infrastructures sportives pour réduire les risques de maladies non transmissibles et promouvoir une nation en bonne santé.

Pour sa part, le lord-maire a souligné que malgré la pandémie de COVID-19 et la guerre entre la Russie et l'Ukraine, le gouvernement fait de son mieux pour promouvoir le bien-être de la population. Avec l'aide du gouvernement, plusieurs initiatives sont mises en œuvre pour développer davantage le paysage urbain, a-t-il ajouté.

Le monde se dirige «les yeux grands ouverts» vers «une guerre plus large», craint le chef de l'ONU

Alors que les «risques d'escalade» en Ukraine augmentent, le monde se dirige «les yeux grands ouverts» vers «une guerre plus large», s'est alarmé lundi le secrétaire général de l'ONU dans un discours particulièrement sombre présentant ses priorités pour 2023.

Guerre en Ukraine, crise climatique, pauvreté extrême... «Nous avons commencé l'année 2023 avec dans notre ligne de mire une convergence de défis jamais vue de notre vivant», a déclaré Antonio Guterres devant l'Assemblée générale de l'ONU.

Selon les scientifiques gérant l'horloge de l'apocalypse, l'humanité n'a jamais été aussi proche de sa fin, désormais à 90 secondes avant minuit, a-t-il rappelé, y voyant un signal d'alarme.

«Nous devons nous réveiller et nous mettre au travail», a-t-il insisté, dressant une liste des questions urgentes pour 2023.

Tout en haut de cette liste, la guerre en Ukraine.

«Les perspectives de paix ne cessent de se réduire. Les risques d'une escalade et d'un carnage supplémentaires ne cessent d'augmenter.»

«Je crains que le monde ne soit pas en train d'avancer en dormant comme un somnambule vers une guerre plus large, mais je crains qu'il le fasse en fait les yeux grands ouverts», a-t-il lancé, avant de s'inquiéter

d'autres menaces contre la paix, du conflit israélo-palestinien à l'Afghanistan en passant par la Birmanie, le Sahel ou Haïti.

«Si tous les pays remplissaient leurs obligations en vertu de la Charte (des Nations unies, NDLR), le droit à la paix serait garanti», a-t-il insisté, plaçant le respect des droits humains au cœur de ces valeurs.

De manière plus large, Antonio Guterres a dénoncé l'absence de «vision stratégique», et le «penchant» des décideurs politiques et économiques pour le court terme.

«La prochaine élection. La prochaine manœuvre politique pour s'accrocher au pouvoir» ou «les cours d'une action en bourse le lendemain»: «Cette réflexion à court terme n'est pas seulement profondément irresponsable, elle est immorale.»

Des «miettes» pour les pauvres

Soulignant au contraire la nécessité de penser aux générations futures, il a répété son appel à une «transformation radicale» de l'architecture financière mondiale.

«Il y a quelque chose de fondamentalement mauvais dans notre système économique et financier», a-t-il insisté, pointant sa responsabilité dans la hausse de la pauvreté et de la faim, des écarts entre riches et pauvres, ou du poids de la dette des pays en développement.

«Sans réformes fondamentales, les



pays et les individus les plus riches vont continuer à accumuler les richesses, ne laissant que des miettes aux communautés et aux pays du Sud».

Une inquiétude à laquelle ont fait écho les représentants des pays en développement, de l'Afrique aux petits États insulaires.

Les plus pauvres ne peuvent pas continuer de payer le prix fort au bénéfice des plus nantis», a insisté l'ambassadeur cubain Pedro Luis Pedroso Cuesta, au nom du groupe G77+Chine, qui compte 134 pays en développement.

Selon le Programme de l'ONU pour le développement, avec la pandémie, le monde est déjà revenu cinq ans en arrière en termes de développement humain (santé, éducation, niveau de vie).

Et «les objectifs de développement (ODD) sont en train de disparaître dans le rétroviseur», a déploré Antonio Guterres, en référence aux 17 objectifs fixés en 2015 pour parvenir en 2030 à l'élimination de la pauvreté, à la sécurité alimentaire pour tous ou encore à l'accès à une énergie propre et abordable.

«Nous avons des opportunités de (les) sauver», a toutefois assuré le secrétaire général, qui organise en septembre à New York un sommet sur ce thème.

La lutte contre le réchauffement ainsi que l'«ambition climatique» seront au cœur d'un autre sommet également en septembre auquel il a invité les dirigeants du monde, «sous condition».

«Montrez-nous une action qui s'accélère pour cette décennie et de nouveaux plans ambitieux de neutralité carbone ou, s'il vous plait, ne venez pas», a-t-il lancé.

Il s'est aussi attaqué une nouvelle fois au secteur des énergies fossiles: «Si vous ne pouvez pas planifier un chemin crédible vers la neutralité carbone, avec des objectifs pour 2025 et 2030 couvrant toutes vos opérations, vous ne devriez pas être en activité».

Turquie et Syrie: course contre le temps et le froid pour aider les rescapés

La course contre la montre et le froid s'est poursuivie toute la nuit en Turquie et dans le nord de la Syrie pour extirper des survivants des violents séismes qui ont ravagé la région lundi, laissant plusieurs milliers de morts.

Selon le dernier bilan officiel — qui risque de s'alourdir — près de vingt heures après la première des trois secousses, d'une magnitude de 7,8 ressentie jusqu'au Liban, à Chypre et dans le nord de l'Irak, plus de 4300 personnes ont trouvé la mort dont 2921 en Turquie selon l'organisme public de gestion des catastrophes (Afad) et plus de 1440 en Syrie.

Les secours se sont acharnés dans le froid, sous la pluie battante ou la neige, parfois à mains nues, pour sauver chaque vie qui pouvait l'être, comme cette enfant de sept ans sortie des ruines à Hatay (sud), à la frontière syrienne, sous les yeux de l'AFP, après plus de 20 heures de terreur, le pyjama maculé de poussière.

Le mauvais temps qui plane sur l'Anatolie complique la tâche des secours et rend le sort des rescapés plus amer encore, grelottant sous des tentes ou autour de braséros improvisés.

Premières aides internationales

L'aide internationale à la Turquie doit cependant commencer à arriver mardi avec les premières équipes de secouristes, de France et du Qatar notamment. Le président américain Joe Biden a promis à son homologue Recep Tayyip Erdogan «toute l'aide nécessaire, quelle qu'elle soit».

Les Français envisageaient de se rendre en particulier à Kahramanmaraş, épice du premier séisme, région difficile d'accès et profondément meurtrie,

ensevelie sous la neige.

Deux détachements américains de 79 secouristes chacun se préparaient lundi à se rendre sur place, selon la Maison-Blanche.

Selon le président turc, 45 pays ont proposé leur aide.

Par ailleurs en Syrie, l'appel lancé par les autorités de Damas a été surtout entendu par leur allié russe, promettant des équipes de secours «dans les prochaines heures», alors que selon l'armée, plus de 300 militaires russes sont déjà sur les lieux pour aider aux secours.

L'ONU a également réagi, mais en insistant que l'aide fournie irait «à tous les Syriens sur tout le territoire», dont une partie n'est pas sous le contrôle du gouvernement.

Dans ces zones tenues par les rebelles, frontalières de la Turquie au nord-ouest de la Syrie, au moins 700 morts ont été dénombrés.

Profitant du chaos créé par le tremblement de terre, une vingtaine de combattants présumés du groupe État islamique (EI) se sont évadés d'une prison militaire à Rajo, contrôlée par des rebelles proturcs.

Les bilans de part et d'autre de la frontière n'ont cessé de s'alourdir et, compte tenu de l'amplitude des dégâts, ils devraient augmenter au fur et à mesure des recherches.



Rien qu'en Turquie, les autorités ont dénombré près de cinq mille immeubles effondrés. Et la chute radicale des températures fait courir un risque supplémentaire d'hypothermie aux blessés, coincés dans les ruines.

Dortoirs

L'Organisation mondiale de la santé a dit elle-même s'attendre au pire et redouter «des bilans huit fois plus élevés que les nombres initiaux».

Dans la journée de lundi, pas moins de 185 répliques ont été enregistrées, consécutives aux deux premières secousses : l'une de 7,8 survenue en pleine nuit (4h17, heure locale), l'autre, de magnitude 7,5, à la mi-journée, les deux dans le sud-est de la Turquie.

Des dortoirs ont été ouverts par les autorités locales dans les gymnases et les collèges ou même dans les mosquées afin d'héberger les rescapés. Mais par crainte de nouveaux séismes, nombre d'habitants ont préféré passer la nuit dehors, comme à Sanliurfa, dans le Sud-est turc.

«Qui n'a pas peur ? Tout le monde a peur !», assurait Mustafa Koyuncu, 55 ans, entassé avec sa femme et ses cinq enfants dans la voiture familiale.

Ce séisme est le plus important en Turquie depuis le tremblement de terre du 17 août 1999, qui avait causé la mort de 17000 personnes, dont un millier à Istanbul.

Le chef de l'État turc a décrété un deuil national de sept jours et la fermeture des écoles pour la semaine.

France

Réforme des retraites : «Il arrive parfois que la rue gouverne»

L'intersyndicale a organisé mardi une troisième journée de mobilisation contre la réforme des retraites. En attendant de savoir qui l'emportera du gouvernement ou de la rue, retour sur les principaux mouvements sociaux nationaux des 30 dernières années.

Le bras de fer est désormais engagé. Après avoir montré leur capacité de mobilisation les 19 et 31 janvier, les opposants à la réforme des retraites, emmenés par l'intersyndicale, entendent inscrire leur mouvement dans la durée, mardi 7 et samedi 11 février, pour convaincre le gouvernement de renoncer à reculer l'âge légal de départ à la retraite de 62 à 64 ans.

Si le projet de loi est débattu à l'Assemblée nationale depuis lundi, son avenir se joue aussi bel et bien dans la rue, selon Michel Pigenet, historien spécialiste des mouvements sociaux, co-auteur d'une "Histoire des mouvements sociaux en France" (La découverte, 2012).

"En temps normal, ce n'est évidemment pas la rue qui gouverne, mais il est arrivé qu'elle le fasse. Il y a des moments où les choses basculent et à ce moment-là, on ne peut pas l'ignorer. On l'a vu notamment en 1995", rappelle l'historien.

Les grands succès sociaux sont toutefois rares depuis le début du XXI^e siècle. "Les erreurs dans la gestion de 1995 ou dans les épisodes qui se sont succédés ont amené les gouvernants à tirer des leçons, que ce soit dans la manière d'enclencher des réformes ou dans les méthodes de maintien de l'ordre", analyse Michel Pigenet, qui note également un affaiblissement du poids des syndicats, symbolisé fin 2018 par l'irruption du mouvement des Gilets jaunes.

Le spécialiste des mouvements sociaux souligne néanmoins que la mobilisation actuelle est exceptionnelle à plus d'un titre. Non seulement elle a réuni, avec 1,272 million de personnes (selon la police), le plus grand nombre de manifestants depuis la mobilisation contre la réforme des retraites de 2010 – 1,25 million de manifestants selon la police –, mais sa répartition géographique, avec de nombreuses petites et moyennes villes mobilisées, emprunte aux Gilets jaunes. "Des gens qui n'avaient jamais manifesté de leur vie ont pris la décision de descendre dans la rue, alors même que les derniers mouvements sociaux avaient été plutôt violents. Indéniablement, il se passe quelque chose", affirme-t-il.

De là à aboutir à un recul du gouvernement sur une réforme des retraites présentée comme "indispensable" ? Pour l'heure, Emmanuel Macron et sa Première ministre, Elisabeth Borne, semblent déterminés à faire adopter leur projet de loi. Impossible de savoir qui remportera, du gouvernement ou de la rue, ce bras de fer qui s'ajoute à une longue liste de mouvements sociaux ayant émaillé la vie politique française depuis 30 ans.

Novembre-décembre 1995 : la paralysie du pays stoppe en partie le plan Juppé

La présentation, en novembre 1995, par le Premier ministre Alain Juppé d'un plan de redressement de la Sécurité sociale com-



portant des prélèvements supplémentaires sur les assurés et un bouleversement de ses structures met le feu aux poudres, d'autant qu'il est accompagné d'un alignement prévu des régimes de retraite des fonctionnaires et des agents de services publics sur les salariés du privé.

C'est le début d'un intense mouvement de protestation. Trains et métros sont paralysés pendant plus de trois semaines. À leur apogée, les manifestations rassemblent le 12 décembre entre un million, selon les autorités, et deux millions de personnes, selon les syndicats, avec un soutien majoritaire de l'opinion, selon les sondages.

Longtemps "droit dans ses bottes", Alain Juppé finit par retirer les mesures touchant les retraites, mais maintient le reste du plan.

2003 : malgré une série de manifestations, la réforme Fillon aligne le public sur le privé

Le Premier ministre, Jean-Pierre Raffarin, et son ministre du Travail, François Fillon, veulent aligner en partie le régime de retraite des fonctionnaires sur celui du privé. La durée de cotisation nécessaire pour obtenir une retraite à taux plein doit être progressivement portée à 40 ans.

De février à juin 2003, une série de grèves mobilise la fonction publique. Des centaines de milliers de manifestants – un million, selon les autorités, à deux millions, selon les syndicats, au plus fort, le 13 mai – protestent, mais la mobilisation pâtit du manque de soutien des salariés du privé, moins concernés par la réforme. Le gouvernement profite aussi de la division syndicale, la CFDT choisissant le 15 mai de soutenir le gouvernement. La réforme est finalement adoptée en juillet 2003.

Février-mars-avril 2006 : la jeunesse rejette le CPE

Proposé en janvier 2006 dans la foulée du Contrat nouvelle embauche (CNE), le Contrat première embauche (CPE) vise à améliorer le taux d'emploi des moins de 26 ans. Le Premier ministre, Dominique de Villepin, souhaite mettre en place, après l'embauche d'un jeune au chômage depuis plus de six mois, une période de deux ans durant laquelle l'employeur peut le licencier sans fournir de motif. La loi est rapidement adoptée sans vote, en février, grâce à l'article 49.3 de la Constitution.

La jeunesse, estimant que le CPE aurait comme conséquence leur précarisation, ne compte pas en rester là. Deux manifestations réunissant entre 218 000 et 1 million de personnes sont organisées les 7 février

et 7 mars, puis un mouvement de grève des universités s'étend rapidement à plusieurs dizaines d'établissements, la Sorbonne étant occupée durant trois nuits. La mobilisation anti-CPE s'amplifie, notamment via une grève interprofessionnelle organisée fin mars et des manifestations qui réunissent entre 1 et 3 millions de personnes.

Lors d'une allocution télévisée le 31 mars, le président de la République, Jacques Chirac, finira par annoncer la promulgation de la loi sur l'égalité des chances créant le CPE, mais que le contrat première embauche ne s'appliquera pas.

2010 : dans la douleur, l'âge de départ à la retraite repoussé à 62 ans

Comme en 2003, François Fillon est à nouveau à la manœuvre, mais comme Premier ministre cette fois-ci. Son projet de loi, présenté en juin 2010, est porté par le ministre du Travail, Éric Woerth. Il prévoit le report progressif de l'âge légal de départ à la retraite de 60 à 62 ans et le décalage de l'âge de départ sans décote de 65 à 67 ans.

Massives, les manifestations, qui bénéficient de l'unité syndicale, rassemblent encore plus de monde qu'en 1995 et 2003 : entre 1,2 et 3,5 millions de personnes, au pic de la mobilisation, le 12 octobre. Elles s'accompagnent de blocages de raffineries, terminaux portuaires et dépôts de carburant. Une station-service sur trois est à sec au plus fort du mouvement. Mais la réforme est adoptée fin octobre.

Février-juin 2016 : une loi Travail passée aux forceps contre l'Assemblée et la rue

Présenté en février 2016, la loi portée par la ministre du Travail, Myriam El Khomri, doit réformer le Code du travail pour, selon le gouvernement, favoriser l'emploi. Ce projet de loi est considéré par les syndicats comme une attaque des droits des salariés ayant pour but de flexibiliser le marché du travail, notamment en facilitant les licenciements.

Si le projet de loi crée également de nouveaux droits, le texte est massivement rejeté par les syndicats et de nombreuses manifestations réunissant plusieurs centaines de milliers de personnes sont organisées de février à juin. Les manifestations sont marquées par la naissance du mouvement Nuit Debout sur la place de la République à Paris – des citoyens pacifistes tentant d'imaginer une nouvelle forme de société –, mais aussi par de violents affrontements entre manifestants et forces de l'ordre.

Malgré les manifestations et les oppositions au sein même de la majorité socialiste, le Premier ministre, Manuel Valls, décide d'utiliser le 49.3 pour adopter le texte en mai à l'Assemblée nationale, puis une nouvelle fois en juillet en seconde lecture après son adoption en juin au Sénat.

Novembre-décembre 2018 : les Gilets jaunes mettent à terre la taxe carbone

Le mouvement des Gilets jaunes naît à l'automne 2018 contre la hausse prévue de la taxe carbone sur les carburants, mais cristallise rapidement de nombreux mécontentements, en particulier chez de nombreux Français ressentant un sentiment de délaissement. Le mouvement est notamment caractérisé par sa géographie : de nombreux habitants de petites et moyennes villes de zones rurales ou dites périphériques n'ayant jamais manifesté de leur vie se mobilisent sur les ronds-points.

Avec 287 000 manifestants lors de l'Acte I du 17 novembre, les Gilets jaunes impressionnent, mais leur nombre ne fera que décroître par la suite pour tourner autour de quelques dizaines de milliers de personnes. Un tournant intervient toutefois avec la radicalisation du mouvement, en particulier lors de l'Acte III avec des affrontements entre manifestants et forces de l'ordre sur les Champs-Élysées et sur la place de l'Étoile à Paris. Cette journée du 1^{er} décembre est marquée par des scènes de chaos et par le saccage de l'Arc de Triomphe. Prenant peur, le pouvoir recule. Emmanuel Macron annonce le 5 décembre l'annulation de l'augmentation de la taxe carbone prévue pour 2019, puis propose le 10 décembre de nouvelles mesures pour mettre fin au mouvement, qui se poursuivra malgré tout encore plusieurs mois.

Décembre 2019-Janvier 2020 : face à la retraite à points, des manifestants bien aidés par le Covid-19

Conformément à ses engagements de campagne, Emmanuel Macron engage fin 2019 une réforme systémique du système des retraites pour instaurer une retraite à points. Parmi les syndicats, seule la CFDT se montre ouverte au changement, mais elle rejette en revanche la réforme paramétrique que souhaite ajouter le Premier ministre Édouard Philippe qui consisterait à allonger la durée de travail.

Le 5 décembre 2019, entre 806 000 et 1,5 million de personnes manifestent contre ce projet de régime de retraite "universel" par points. Le 17, entre 615 000 et 1,8 million de personnes défilent à nouveau. Chez les enseignants, la grève atteint des taux record depuis 2003. À la SNCF et à la RATP, elle se poursuit pendant les congés de fin d'année et une partie de janvier pour constituer la plus longue grève à la SNCF depuis sa création. La mobilisation touche aussi ports, raffineries, Banque de France, Opéra de Paris et avocats.

Le projet de loi est toutefois adopté sans vote grâce à l'utilisation de l'article 49.3, début mars, en première lecture à l'Assemblée nationale. Mais la réforme est suspendue par Emmanuel Macron en raison de l'arrivée de la pandémie de Covid-19 avant d'être finalement abandonnée.

La retraite à points aux oubliettes, Emmanuel Macron change alors ses plans lors de la campagne présidentielle de 2022 en proposant de conserver le système actuel, mais en reculant l'âge légal de départ à 65 ans.

Séisme : la Syrie promet à l'ONU «tous les Syriens» obtiendront de l'aide



L'ambassadeur syrien aux Nations unies, relayant la demande d'aide de Damas après le séisme dévastateur, a assuré lundi à l'ONU que cette aide irait « à tous les Syriens sur tout le territoire », dont une partie n'est pas sous le contrôle du gouvernement.

Fayçal Moqdad a rencontré lundi à New York le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres pour transmettre la demande d'aide exprimée par son gouvernement, qui s'est engagé à « faciliter toutes les (procédures) nécessaires aux organisations internationales pour qu'elles fournissent une aide humanitaire » en réponse au tremblement de terre qui a frappé la Syrie et la Turquie.

« Nous assurons l'ONU que nous sommes prêts à aider et à coordonner la fourniture de l'aide à tous les Syriens sur tout le territoire syrien », a déclaré l'ambassadeur à la presse, interrogé sur le sort des populations des zones rebelles.

Aujourd'hui, l'aide humanitaire dans les zones rebelles, également touchées par le séisme, arrive généralement par la Turquie, grâce à mécanisme transfrontalier créé en 2014 par une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU.

Mais ce mécanisme est contesté par Damas et Moscou qui dénoncent une violation de la souveraineté syrienne. Sous la pression de la Russie et de la Chine, le nombre de points de passage a été réduit au fil du temps de quatre à un.

Interrogé sur l'éventuelle ouverture de nouveaux points de passage pour faire face aux conséquences du séisme, l'ambassadeur syrien a semblé lundi rejeter l'idée.

« Nous sommes prêts à travailler avec ceux qui veulent aider les Syriens depuis l'intérieur de la Syrie. Les accès à partir de la Syrie existent, ils peuvent se coordonner avec le gouvernement et nous serons prêts à le faire », a déclaré Fayçal Moqdad.

Mais l'ONU a souligné plusieurs fois ces dernières années que l'acheminement de l'aide à travers les lignes de front, nécessitant l'aval de Damas, n'était pas faisable à une échelle correspondant aux besoins des populations du nord-ouest de la Syrie.

"Nous espérons toujours être capables de livrer de l'aide à travers les lignes de front", a noté lundi Stéphane Dujarric, porte-parole d'Antonio Guterres. Mais « ce mécanisme est un peu plus difficile » que le dispositif transfrontalier, a-t-il ajouté, assurant que l'ONU fournirait autant d'aide que possible par « n'importe quel moyen » disponible.

Des glissements de terrain font au moins 15 morts et 20 blessés dans le sud du Pérou

Une série de glissements de terrain dans la région méridionale d'Arequipa, au Pérou, ont fait lundi au moins 15 morts, 20 blessés et deux disparus, selon un premier bilan des autorités, qui précisent que les sinistrés se comptent déjà par milliers.

« Le nombre de personnes décédées jusqu'à présent est de 15 », a déclaré l'Institut national de défense civile à Arequipa, où les premiers glissements de boue et de rochers sont survenus dimanche en raison de pluies torrentielles.

La zone la plus touchée est le district de Nicolas Valcarcel, dans la province de Camaná, à l'ouest d'Arequipa. Quatre localités du district et de la région voisine de Rio Grande ont été particulièrement touchées.

« La situation dans ces quatre villages est très défavorable (...) tant à Rio Grande qu'à Nicolas Valcarcel », a déclaré le gouverneur régional Rohel Sanchez à la télévision locale Canal N.

Il a expliqué qu'il y a beaucoup d'activité minière dans les collines entourant ces villages.

« Nous avons probablement des gens (et des ouvriers)



là-bas qui n'ont pas pu sortir et qui ont été emportés par les coulées de boue », a ajouté M. Sánchez.

Le nombre total de sinistrés à Arequipa est actuellement de quelque 12 000 personnes, selon la même source.

Les glissements de terrain à Nicolas Valcarcel ont endommagé 310 maisons et en ont détruit 10 autres, et ont également touché un centre de santé et trois routes rurales, a fait savoir la défense civile.

Les autorités d'Arequipa ont demandé au gouvernement central de Lima de déclarer l'état d'urgence pour catastrophe naturelle dans la région.

Ballon chinois: Washington récupère des débris, gère les retombées avec Pékin

Les États-Unis ont affirmé lundi avoir récupéré de premiers débris du ballon chinois, tandis que l'administration de Joe Biden s'est efforcée de contenir les retombées de cet épisode tant face à l'opposition républicaine que vis-à-vis de Pékin.

« La question n'est pas de savoir si on fait confiance à la Chine, la question est de décider là où on peut travailler ensemble et là où on est en opposition », a assuré le président américain, interrogé par des journalistes à son retour à la Maison-Blanche.

Joe Biden a encore rappelé avoir pris la décision d'abattre le présumé ballon-espion chinois dès mercredi dernière, mais que les militaires américains lui avaient conseillé d'attendre que l'engin ne soit au-dessus de l'Atlantique, dans les eaux territoriales américaines.

Washington n'a pas directement répondu aux accusations du gouvernement chinois dimanche selon lesquelles les États-Unis, en abattant ce ballon qu'il présente comme un engin civil ayant dévié de sa trajectoire, avaient « gravement affecté et endommagé » les relations entre les deux pays.

Tout en défendant leur position de fermeté, les États-Unis ont même réitéré leur volonté de maintenir les « lignes de communication ouvertes » avec leur grand rival stratégique.

« Même en ces temps de tensions accrues, nous voulons avoir la possibilité de prendre le téléphone et dis-

cuter » avec les Chinois, a déclaré lundi le porte-parole du département d'État, Ned Price.

Il a assuré que les États-Unis avaient eu des contacts avec les autorités chinoises depuis l'abattage du ballon tout en précisant qu'aucune « discussion » n'avait eu lieu sur la reprogrammation de la visite du secrétaire d'Etat Antony Blinken en Chine.

Le conseiller pour la sécurité nationale, Jake Sullivan, a pour sa part répété lundi lors d'un débat à Washington que « les États-Unis ne cherchaient pas une nouvelle guerre froide » avec la Chine.

Les États-Unis sont en relation avec leurs alliés et partenaires pour les tenir informés des éléments recueillis autour du présumé ballon-espion chinois, dont la traversée du territoire américain a captivé le pays pendant plusieurs jours.

Face à l'opposition républicaine prompt à dénoncer la faiblesse de l'administration Biden vis-à-vis de la Chine, le porte-parole du Conseil de sécurité nationale de la Maison-Blanche, John Kirby, a assuré que la décision d'attendre avant d'abattre le ballon avait donné aux Américains « une formidable occasion de mieux comprendre et d'étudier » l'engin, en attendant que les débris livrent d'autres informations.

Il a assuré par ailleurs que les États-Unis avaient « pris des mesures pour limiter les capacités de collecte (de données) que ce ballon aurait eues au-dessus de nos sites militaires sensibles ».

Pas question de rendre les débris

Les équipes déployées au large des côtes de Caroline du Sud, dans le sud-est du pays, « ont récupéré certains débris à la surface de la mer », a affirmé John Kirby, en précisant que les « conditions météo » n'avaient pas permis jusqu'ici de mener des opérations sous-marines de récupération de cet aéronef.

Le responsable a indiqué, par ailleurs, que les États-Unis n'avaient pas « l'intention de rendre » les débris collectés à la Chine.

Le général Glen VanHerck, chef du commandement de la défense aérospatiale pour l'Amérique du Nord (Norad), a précisé qu'un navire de la marine américaine était en train de délimiter le rayon dans lequel sont tombés les débris.

Le ballon lui-même était haut d'environ 60 mètres et portait une sorte de nacelle pesant plus d'une tonne, a affirmé ce responsable lors d'une conférence de presse séparée.

Les débris vont être soigneusement étudiés, a ajouté le général.

Autre rebondissement : selon M. Kirby, l'administration Biden a « pris contact avec des responsables de premier rang de la précédente administration et leur (a) proposé des breffages » à propos des survols de ballons chinois ayant eu lieu pendant que Donald Trump était président.

Selon le Pentagone, des ballons chinois ont en effet survolé à trois reprises, pour de brèves périodes, le territoire américain pendant la présidence de Donald Trump, et une fois, également pour une courte durée, au début du mandat de Joe Biden.

Ukraine: la Norvège envisage une aide de 6,8 milliards d'euros sur cinq ans

Le gouvernement norvégien a proposé lundi de verser, sur cinq ans, une aide de 75 milliards de couronnes (7,3 milliards de dollars) à l'Ukraine ainsi qu'une assistance supplémentaire aux autres pays victimes des retombées du conflit.

« Nous proposons que la Norvège s'engage à donner une contribution de long terme à l'Ukraine », a déclaré le premier

ministre Jonas Gahr Støre, lors d'une conférence de presse.

« Nous proposons que 15 milliards de couronnes soient consacrées chaque année à l'Ukraine sur cinq ans, soit 75 milliards de couronnes », a-t-il ajouté après avoir rencontré les dirigeants de l'opposition pour leur présenter les détails du projet.

Cette enveloppe est censée couvrir l'aide humanitaire et militaire à l'Ukraine et sera répartie à égalité 50-50 entre ces deux finalités cette année.

Son montant est encore susceptible d'être modifié au Parlement, où le gouvernement de centre gauche est minoritaire et a besoin de l'appui d'autres formations pour faire adopter ses propositions.

M. Støre a aussi proposé lundi d'augmenter de 5 milliards de couronnes son aide « aux pays du Sud qui sont les plus affectés par la guerre en Ukraine », notamment à cause du renchérissement des denrées alimentaires.

Le gouvernement norvégien a été vive-

ment critiqué l'an dernier pour avoir réduit la part consacrée à l'aide au développement dans son projet de budget 2023 alors même que le pays enregistrait un bond de ses revenus gaziers du fait de la guerre.

En 2022, la Norvège a supplanté la Russie en tant que plus gros fournisseur de gaz à l'Europe sur fond d'envolée des cours qui ont atteint des niveaux record en août, à plus de 340 euros le mégawattheure.

Foot News

Manchester United : La police abandonne les poursuites contre Mason Greenwood pour tentative de viol



Les poursuites judiciaires visant l'attaquant de Manchester United Mason Greenwood, qui avait notamment été accusé de tentative de viol et d'agression, ont été abandonnées, a annoncé jeudi la police britannique. Le footballeur de 21 ans, « qui avait été arrêté et poursuivi dans le cadre d'une enquête ouverte en janvier 2022, ne fait plus l'objet de poursuites criminelles », a indiqué la police du Greater

Manchester dans un communiqué.

Selon un porte-parole du Crown Prosecution Service (CPS, le parquet britannique), « le retrait de témoins clés et de nouveaux éléments » ont motivé l'abandon des charges. « Dans ces circonstances, a-t-il ajouté, nous sommes dans l'obligation de clore l'affaire. »

Une affaire déclenchée par une vidéo

Mason Greenwood, grand espoir du football anglais, a été arrêté en janvier 2022 après la diffusion sur les réseaux sociaux de photos et vidéos montrant une jeune femme le visage en sang, avec des contusions sur le corps. « A tous ceux qui veulent savoir ce que Mason Greenwood me fait réellement », indiquait le commentaire accompagnant les publications.

Il avait été accusé par une même plaignante de tentative de viol et d'agression pour des faits prétendument commis en 2021, ainsi que de comportement de contrôle et de coercition, des agissements qui avaient commencé selon

l'accusation en 2018. Libéré en février 2022, puis réincarcéré pour ne pas avoir respecté son contrôle judiciaire, il a été remis en liberté en octobre dernier.

Suspendu par son club, lâché par son sponsor

Formé à Manchester United, Greenwood a effectué ses débuts professionnels sous le maillot des Red Devils en 2019. En 129 apparitions, il a inscrit 35 buts. En février 2021, il avait prolongé son contrat jusqu'en 2025. Dans les heures qui avaient suivi les accusations, Manchester United l'avait suspendu. Puis son sponsor, Nike, l'avait lâché.

Son arrestation a déclenché le deuxième grand scandale sexuel touchant les clubs de Manchester après l'arrestation de Benjamin Mendy, le défenseur latéral français de City, reconnu le mois dernier non-coupable de six viols et dans l'attente d'un nouveau procès pour un septième.

NOTICE FOR BUILDING AND LAND USE PERMIT APPLICATION

NOTICE FOR PERMISSION FOR LAND USE WITHIN RESIDENTIAL ZONE

Take notice that I **MR MAHMAD AZARD RAMZAN** will apply to the District Council of ROSE BELLE for a Building and Land use permit For a **PROPOSED CONVERSION OF PART OF EXISTING GROUND FLOOR CONCRETE BUILDING INTO TÔUR OPERATOR ACTIVITIES AT MONT DESERT ROAD PLAINE MAGNIEN.**

Any person feeling agrieved by the proposal may lodge a objection in writing to to the above named Council within 15 days as from the date of this publication

Registered number: 194 UNION OF BUS INDUSTRY WORKERS

Bona fide members for at least one year wishing to stand as Candidate for the election of representatives of compliant members of each Bus Company to sit on the Executive Committee of the Union of Bus Industry Workers for the years 2023 and 2024 shall sent their candidature to Alain Kisten, Secretary of Union of Bus Industry Workers, Corner J. B. Pitchen and James Russell Streets, Grand River North West by latest 3rd of March 2023 at 3.00 p.m.

Twelve members at National Transport Corporation, three members at Triolet Bus Service Ltd, three members at Rose-Hill Transport Ltd, Six members at United Bus Transport Company Ltd, and one member at Mauritian Bus Transport Company Ltd will be elected to form part of the Executive Committee of the Union of Bus Industry Workers.

Alain Kistnen
Secretary

7th February 2023

NOTICE FOR BUILDING AND LAND USE PERMIT APPLICATION

NOTICE FOR PERMISSION FOR LAND USE WITHIN RESIDENTIAL ZONE

Take notice that I, **MR GHINNOO MUHAMMAD MUJAHID** will apply to the District Council of Savanne for a Building and Land Use Permit for a proposed **CONSTRUCTION OF GROUND FLOOR CONCRETE BUILDING TO BE USED AS POULTRY PEN FOR RAISING OF 1400 PEN AT MAMBAHAL LANE BOIS CHERI.**

ANY PERSON FEELING AGGRIEVED BY THE PROPOSAL MAY LODGE AN OBJECTION IN WRITING TO THE ABOVE NAMED DISTRICT COUNCIL WITHING 15 DAYS AS FROM THE DATE OF THIS PUBLICATION.

NOTICE FOR PERMISSION FOR LAND USE WITHIN RESIDENTIAL ZONE

Take notice that **Mr. Iqbal Hossen** will apply to the District Council of Savannes for a Building & Land Use Permit for the Costrution of a building at ground floor and first floors to be used for Retail sale of clothing and accessories in stores and second floor for Residential Appartment at Chemin Grenier Road B10, Chemin Grenier.

Any person feeling aggrieved by this proposal may lodge an objection in writing to the above-named Council within 15-days as from date of this publication.

NOTICE UNDER SECTION 311 OF THE COMPANIES ACT 2001

Notice is hereby given that **J.ELECT MAINTENANCE SERVICES LTD**, a domestic company and having its registered office at S.Mukhi Street, Grand Bay, Mauritius is to be removed from the Register of Companies under Section 309(1)(d) of the Companies act 2001.

That the Company has ceased to carry on business and has discharged in full its liabilities to all its known creditors, and has distributed its surplus assets in accordance with the Companies Act 2001.

That any objection to the removal under Section 312 of the Companies Act 2001 shall be delivered to the Registrar of Companies not later than 28 days after the date of the notice.

Dated this 30 of January 2023.

Director

SALE BY LICITATION

Notice is hereby given that on the 07/02/2023 has been filed in the office of the Master and Registrar of the Supreme Court of Mauritius, situate at New Supreme Court Building, Edith Cavell Street, Port Louis the memorandum of Charges containing the clauses and conditions by virtue of which shall take place before the Master's Court the sale by licitation prosecuted at the request of Mrs Jyotee SHIBDUT against Mr. Ravind GOORDYAL of "A portion of land of the extent of TWO HUNDRED AND SIXTY NINE SQUARE METRES (269m2) - PIN 1401260065 - Being Domain Lot No. 5, forming part of 'State Land Caroline', situate in the district of Flacq, place called Caroline and bounded as follows:- Towards the North, by Lot No. 4 on sixteen metres (16.00m); Towards the East, by an access road four metres and twenty five centimetres (4.25m) wide, on sixteen metres (16.00m); Towards the South, by Lot No. 6 on eighteen metres and twenty centimetres (18.20m); Towards the West, by private property, on seventeen metres and thirty seven centimetres (17.37m). Together with all that may depend or form part thereof without any exception or reservation, the whole as morefully described in deed transcribed in TV201707/000158. BUILDINGS. There exists on the abovedescribed portion of land a concrete building provided with water and electricity supliess.

All parties claiming a right to take inscription of legal mortgage upon the said properties are warned that they must do so before the transcription of the judgment of adjudication, failing which they shall forfeit such right.

Dated at Port Louis, this 07/02/2023

Me. V K DWARKA,SA

Of 3rd Floor, Hennessy Tower, Pope Hennessy Street, Port Louis.

Attorney in Charge of the sale

IN THE SUPREME COUR OF MAURITIUS (FAMILY DIVISION)

In the matter of:-

Michel Yaw Qune LO WAN SING

PETITIONER (H)

V/S

Patchara LO WAN SING

RESPONDENT (W)

NOTICE OF TRIAL

In compliance with an Order made on 29/08/2022 by Her Ladyship, The Honourable, Mrs R. SEETOHUL-TOOLSEE, Judge of the above Court, the abovenamed Petitioner has been authorized to effect substituted service in the above matter by way of publication.

TAKE NOTICE, you the abovenamed Respondent, in order that you may not plead or pretend ignorance of same that the abovenamed Petitioner has entered a divorce petition against you on the grounds of "faute", and that the above matter has now been fixed for **MERITS on Friday the 10th day of March 2023 at 10.00 hrs, before the Supreme Court (Family Division), situate at New Supreme Court Building, c/r Edith Cavell & Desroches Streets, Port Louis.**

NOW TAKE FURTHER NOTICE that you, the abovenamed Respondent are most formally required to attend before the Supreme Court (Family Division) on the aforesaid date and hour, to show cause whether you intend to resist the divorce petition lodged against you in the above matter.

WARNING YOU, that the above matter will be proceeded whether you be present or not.

Under all legal reservations.

Dated at Port Louis, this 06th day of February 2023.

Me. K. BOKHOREE

Of Ground Floor, Saint James Court, St Denis St, Port Louis.

Attorney for the Petitioner

NEWSPAPER NOTICE FOR BUILDING & LAND USE PERMIT APPLICATION

Take notice that I **Mr Wheel & Trim Ltd** will apply to the Municipal Council of Port Louis for a Building and Land Use Permit for a proposed car wash outlet (without use of any electric motors at Tank Kwen Street Port Louis.

Any person feeling aggrieved by the proposal may lodge in writing to the above-named Council within 15 days from the date of this publication.

Date: 08/02/2023

NOTICE FOR PERMISSION FOR LAND USE WITHIN RESIDENTIAL ZONE

Take notice that **Mrs. Hishta Luckputtya** will apply to the District Council of Flacq for a Building & Land Use Permit for the Constrution of a building at Ground Floor to be used for Retail sale of clothing and accessories in stores and First Floor for Residential Purposes at Mont Ida Branch, St Julien D'Hotman.

Any person feeling aggrieved by this proposal may lodge an objection in writing to the above-named Council within 15-days as from date of this publication.

Foot News

Mesut Ozil «veut quitter le football» avec l'ancienne star d'Arsenal prête à résilier le contrat d'Istanbul Basaksehir après un flop en Turquie

L'ancien meneur de jeu d'Arsenal devrait mettre fin à sa carrière après un passage en Turquie, où il est sur le point de voir son deuxième contrat de club résilié mutuellement.

Ozil joue actuellement pour Istanbul Basaksehir, ne les ayant rejoints qu'à l'été 2022.

Le joueur de 34 ans a signé un contrat d'un an avec le club, avec une option pour une année supplémentaire, après avoir accepté de déchirer son contrat chez Fenerbahce, son rival de la Super Lig.

Ozil avait rejoint Fenerbahce en janvier 2021 après que son contrat à Arsenal ait également été résilié six mois plus tôt mais, après une fanfare initiale, les choses sont devenues amères pour l'ex-international allemand et il est parti après sa première saison complète.

Il n'a fait que sept apparitions pour Basaksehir, mais il est maintenant prêt à quitter ce club également, le vainqueur de la Coupe du monde 2014 étant désormais prêt à raccrocher les crampons.

C'est selon le journaliste sportif turc Yakup Cinar, qui dit qu'Ozil a dit à ses coéquipiers qu'il avait décidé de s'éloigner du match.

Ozil a disputé la défaite 1-0 de Basaksehir contre Kayserispor jeudi, mais ne s'est pas présenté à l'entraînement vendredi matin, affirmant qu'il souhaitait que le club rompe son accord.

"Le contrat de Mesut Ozil est résilié - il a décidé de quitter le football", a déclaré Cinar, qui écrit pour le journal sportif turc Fanatik, sur Twitter vendredi.

"Ozil, qui était dans les 45 premières minutes du match de Kayserispor hier, n'est pas allé à l'entraînement de Basaksehir ce matin et a dit à ses coéquipiers qu'il avait



décidé d'arrêter le football."

Ces rapports viennent après les commentaires de l'agent d'Ozil en 2022, où il a admis qu'il pouvait voir le milieu de terrain raccrocher ses bottes bientôt pour se concentrer sur ses équipes eSports et ses intérêts en dehors du football.

"Il ira plus dans l'eSport, jouera lui-même et deviendra peut-être un athlète d'eSport", a déclaré le représentant d'Ozil, le Dr Erkut Sogut.

"Il est vraiment bon, pour être honnête, à Fortnite et je pense qu'un jour je ne serais pas surpris s'il était en compétition."

Sogut a également affirmé dans la même interview que

Fenerbahce serait son dernier club, avant la résiliation de son contrat, et il n'est donc pas surprenant qu'il soit enfin prêt à l'appeler un jour plus tard.

La retraite d'Ozil dans une relative obscurité en Turquie et sa possible transition vers une carrière de joueur professionnel achèveraient une chute de grâce.

Le milieu de terrain était considéré comme l'un des meilleurs joueurs créatifs de sa génération puisqu'il a remporté une multitude de trophées au Real Madrid et à Arsenal, ainsi que la Coupe du monde avec l'Allemagne.

Mais il a eu tendance à couper les ponts partout où il est allé.

Il a quitté le Real après avoir remporté un titre de LaLiga et deux Coupes d'Espagne pour rejoindre les Gunners en 2013, Ozil remportant quatre FA Cups dans le nord de Londres.

Le milieu de terrain était l'un des joueurs les plus populaires d'Arsenal, mais une rupture avec le manager Mikel Arteta a vu son contrat résilié après des mois de troubles dans les coulisses, et le joueur a été expédié en Turquie.

Son passage en Super Lig n'a pas fonctionné, avec deux contrats résiliés, un exemple de la façon dont la star autrefois célèbre a vu sa carrière sur une glissade constante.

Si les rapports sont corrects, cela signifie qu'Ozil raccrocherait ses bottes avec un record de 645 apparitions en club, marquant 114 buts et fournissant 221 passes décisives.

Mais il est probable que sa carrière restera autant dans les mémoires pour ses multiples chutes que sa magie avec le ballon à ses pieds.

Tottenham : Antonio Conte opéré en urgence

Tottenham a annoncé que son entraîneur Antonio Conte avait dû se faire opérer en urgence.

Mauvaise nouvelle pour Tottenham! les Spurs ont affronté dimanche Manchester City à l'occasion du choc du week-end en Premier League, les coéquipiers d'Hugo Lloris ont dû faire sans leur entraîneur, Antonio Conte. En effet, le club a annoncé sur ses réseaux sociaux que le technicien italien a dû se faire opérer en urgence.

En effet, on apprend dans un communiqué que l'ancien coach de Chelsea était "récemment tombé malade avec de fortes douleurs abdominales. Suite à un diagnostic de cholécystite, il a subi une intervention chirurgicale pour retirer sa vésicule biliaire et reviendra après une période de récupération". Sa date de retour n'est pas encore évoquée en Angleterre.



Jesse Marsch est congédié de son poste d'entraîneur-chef de Leeds après une année

LEEDS, Royaume-Uni - L'ex-entraîneur de l'Impact de Montréal Jesse Marsch a été congédié de son poste avec Leeds lundi, à peine un an après être entré en fonction avec le club de la Premier League anglaise.

Leeds n'a pas savouré de victoire à ses sept derniers matchs en Premier League, et occupe présentement le 17e rang parmi les 20 clubs au classement — l'équipe évite pour l'instant la relégation uniquement en vertu du différentiel de filets pour/contre.

Le dernier match de Marsch à la barre de Leeds s'est soldé par une défaite de 1-0 contre Nottingham Forest dimanche, et l'Américain a déclaré après celui-ci qu'il avait l'impression que les choses progressaient à l'interne.

L'homme âgé de 49 ans a été embauché en février 2022 afin de remplacer Marcelo Bielsa, qui avait été l'entraîneur-chef de Leeds pendant trois ans et demi et qui avait permis à Leeds d'être promu en Premier League anglaise après une absence de 16 ans.

Marsch a dirigé l'Impact en Major League Soccer en 2011-12.



Premier League : un joueur risque la prison pour avoir conduit une voiture alors qu'il ne devrait pas

Lors du dernier mercato hivernal, le club de Premier League, Newcastle, a recruté le jeune anglais, Anthony Gordon, en provenance d'Everton.

Avant même de discuter ses premières minutes sous ses nouvelles couleurs, Anthony Gordon a déjà des problèmes avec la justice de son pays.

En effet, le jeune joueur aurait été surpris en train de conduire une voiture, et ce, malgré la suspension de son permis de conduire.

Ce comportement est considéré comme une lourde faute en Angleterre et le nouveau joueur de Newcastle risque gros.

Selon le journal The Sun, Anthony Gordon risquerait des poursuites de la part de la justice anglaise et cela pourrait aller jusqu'à l'emprisonnement.

Et si cela s'avère, ce sera un gros coup non seulement

pour le joueur, mais aussi pour l'équipe de Newcastle qui a confiance en ce jeune joueur anglais et l'a recruté pour étoffer son effectif afin de mieux discuter le reste de la saison qui s'annonce très difficile.

